



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - DÉPARTEMENT DE LA VENDÉE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE CHANTONNAY

DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

N° 2025-403 **DEVIS SARL SIGNALISATION 85 – MARQUAGE ROUTIER DÉFINITIF – VENDÉOPÔLE À BOURNEZEAU**

Nomenclature des actes : 1.7

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 indiquant que la Présidente peut recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant ;

Vu le Code de la commande publique ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2020-161, en date du 24 juin 2020, donnant délégation à Madame la Présidente pour « *prendre, pour la durée du mandat, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés [...], lorsque les crédits sont inscrits au budget pour les marchés d'un montant maximum de 500 000 €* » (point 15) ;

Vu les statuts de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, modifiés par arrêté préfectoral n° 2025-DCL-BICB-663 du 7 octobre 2025, et notamment l'article 4.1.2 prévoyant les « *actions de développement économique : création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activités industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale et touristique [...]* » ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire n° 2022-502, en date du 7 décembre 2022 approuvant le réaménagement du secteur central du parc d'activités économiques du Vendéopôle à Bournezeau ;

Vu la délibération n° 2023-270 du Conseil communautaire en date du 28 juin 2023 donnant délégation à la Présidente pour toutes décisions concernant les marchés relatifs à la 1^{ère} phase de réaménagement du secteur central du Vendéopôle pour un montant maximum de 740 000 € HT ;

Vu la décision de la Présidente n° 2023-313, en date du 1er août 2023, attribuant le marché public n° 2023-11 relatif au « Réaménagement du secteur central du Vendéopôle – Vendée Centre Bournezeau », marché notifié le 3 août 2023 et dont le titulaire est la SAS EIFFAGE ROUTE SUD OUEST pour un montant global de 497 882,50 € HT, soit 597 459,00 € TTC ;

Considérant que, dans le cadre des travaux réalisés par l'entreprise SAS EIFFAGE ROUTE SUD OUEST au Vendéopôle à Bournezeau, un rond-point provisoire a été aménagé et réceptionné en juillet 2024 et qu'il convient désormais de finaliser le marquage de cet aménagement afin d'assurer la sécurité et la lisibilité pour les usagers ;

Considérant que, pour les achats de faible montant, l'acheteur peut recourir à un devis sans publicité ni mise en concurrence, conformément à l'esprit de l'article R. 2122-8 du Code de la commande publique relatif aux marchés publics inférieurs à 40 000 € HT ;

Considérant la proposition technique et financière effectuée par la SARL SIGNALISATION 85 ;

La Présidente de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay

DÉCIDE :

- de valider le devis de la SARL SIGNALISATION 85, pour un montant total de 1 914,00 € HT, soit 2 296,80 € TTC, les crédits nécessaires étant inscrits au Budget 2025 de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay.

À Chantonnay, le 2 décembre 2025

Pour copie conforme,
La Présidente
Isabelle MOINET

La Présidente informe que la présente décision, à supposer que celle-ci elle fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage :

- d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes - 6, Allée de l'Ile Gloriette 44041 NANTES CEDEX,
- ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télerecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr. Conformément à l'article R421-7 du Code justice administrative, les personnes résidant en outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de, respectivement, un et deux mois pour saisir le Tribunal.

Certifié exécutoire par la Présidente compte tenu de la transmission à la Préfecture et de l'affichage le 02/12/2025.